

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et du Loir-et-Cher

Blois, le 04/02/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/02/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**SETRAD - CSDMA de THENAY**

Le Mincé

41400 LE CONTROIS-EN-SOLOGNE

Références : 2022 – 132/ PR

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/02/2022 dans l'établissement SETRAD - CSDMA de THENAY implanté Le Mincé 41400 LE CONTROIS-EN-SOLOGNE. L'inspection a été annoncée le 29/12/2021. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SETRAD - CSDMA de THENAY
- Le Mincé 41400 LE CONTROIS-EN-SOLOGNE
- Code AIOT dans GUN : 0010004998
- Régime : Cessation d'activité.

Le site de Thenay est une Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux en post-exploitation. Il est soumis à l'arrêté préfectoral n°01.1269 du 12 avril 2001. L'arrêté préfectoral n°01.4916 du 26 novembre 2001 a été rendu caduque suite à l'arrêt de l'activité de compostage en mars 2013.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Suites de la visite d'inspection du 20/01/2015.
- Prescriptions de l'arrêté préfectoral du 12/04/2001.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
SUITE VISITE 20/01/2015 D2	Demande formulée suite à l'inspection du 20/01/2015.	Courrier de l'exploitant du 22/04/2015.	
SUITE VISITE 20/01/2015 R2	Remarque formulée suite à l'inspection du 20/01/2015.	Courrier de l'exploitant du 22/04/2015.	

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
SUITE VISITE 20/01/2015 NC1	Arrêté Préfectoral du 12/04/2001, article V	Courrier de l'exploitant du 22/04/2015.	
SUITE VISITE 20/01/2015 D1	Demande du 20/01/2005.	Courrier de l'exploitant du 22/04/2015.	
SUITE VISITE 20/01/2015 R1	Remarque du 20/01/2015.	Courrier de l'exploitant du 22/04/2015.	
SUITE VISITE 20/01/2015 R3	Remarque du 20/01/2015.	Courrier de l'exploitant du 22/04/2015.	
Conditions de surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 12/04/2001, article III.1 et IV	/	
Contrôle de la stabilité du site	Arrêté Préfectoral du 12/04/2001, article V	/	
Installation de compostage	Arrêté Préfectoral du 12/04/2001, article VII.1.1	/	

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit transmettre au Préfet le dossier de servitudes d'utilité publique complété. Il doit évacuer les derniers éléments de l'installation de brumisation qui a été démantelée ainsi que le pont-bascule suite à l'arrêt de l'activité de compostage.

## 2-4) Fiches de constats

### Nom du point de contrôle : SUITE VISITE 20/01/2015 NC1

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/04/2001, article V
<b>Thème(s) :</b> Autre, Relevés topographiques
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant n'a pas fourni les relevés topographiques prévus annuellement jusqu'en 2015 et notamment depuis les travaux réalisés en 2013.
<b>Constats :</b> La non-conformité est levée.
<b>Observations :</b> Par courrier du 22/04/2015 l'exploitant a transmis le relevé topographique réalisé au mois de mars 2015.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### Nom du point de contrôle : SUITE VISITE 20/01/2015 D1

<b>Référence réglementaire :</b> Demande du 20/01/2005.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Sens d'écoulement des eaux
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit justifier le sens d'écoulement des eaux en sortie du bassin des eaux pluviales sud. En cas de sens d'écoulement vers l'est, il justifiera l'absence de fossé étanché à cette sortie.
<b>Constats :</b> L'exploitant a répondu à la demande.
<b>Observations :</b> Par courrier du 22 avril 2015, l'exploitant a indiqué que l'écoulement des eaux en sortie du bassin des eaux pluviales sud se fait vers l'est. Comme indiqué sur le plan annexé, les eaux passent sous le chemin et sont dirigées vers le fossé intérieur.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### Nom du point de contrôle : SUITE VISITE 20/01/2015 D2

<b>Référence réglementaire :</b> Demande du 20/01/2015.
<b>Thème(s) :</b> Autre, SUP
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit compléter son dossier de demande de servitudes d'utilité publique en réponse à la demande de Mr le Préfet en date du 11 février 2014.
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas répondu à la demande.
<b>Observations :</b> Par courrier du 22/04/2015 l'exploitant a indiqué que le dossier de servitudes d'utilité publique est en cours de modifications suite aux remarques formulées dans le courrier du Préfet. L'exploitant s'engageait à fournir le dossier modifié avant le mois de septembre 2015. Le dossier n'a jamais été transmis à l'administration. Par courriel du 07/12/2021, l'exploitant a indiqué que le dossier sera finalisé au cours de l'année 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

**Nom du point de contrôle : SUITE VISITE 20/01/2015 R1**

<b>Référence réglementaire :</b> Remarque du 20/01/2015.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Piézomètres
<b>Prescription contrôlée :</b> Les piézomètres PZ4 et PZ6 ont été découverts ouverts et sans cadenassage.
<b>Constats :</b> La remarque est prise en compte.
<b>Observations :</b> Par courrier du 22/04/2015 l'exploitant a indiqué que les piézomètres avaient été cadenassés et il a fourni des photographies en ce sens.  L'inspection a pu constater lors de la visite que les deux piézomètres sont bien cadenassés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle : SUITE VISITE 20/01/2015 R2**

<b>Référence réglementaire :</b> Remarque du 20/01/2015.
<b>Thème(s) :</b> Autre, Matériels et installations
<b>Prescription contrôlée :</b> Les matériels et installations qui ne sont plus utilisés doivent être démantelés (ensemble du système de brumisation, pont-bascule).
<b>Constats :</b> La remarque n'est pas prise en compte.
<b>Observations :</b> Par courrier du 22/04/2015 l'exploitant a indiqué que le système de brumisation allait être démonté fin juin 2015 et que le pont-bascule restera en place.  L'inspection a pu constater que le système de brumisation a été démonté mais que divers éléments constituant l'installation sont encore présents sur le site (potence, armoire électrique, tuyauterie...).
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

**Nom du point de contrôle : SUITE VISITE 20/01/2015 R3**

<b>Référence réglementaire :</b> Remarque du 20/01/2015.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures du biogaz
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit justifier l'arrêt des mesures de biogaz par rapport aux documents fournis en 2009, puis en 2011.
<b>Constats :</b> La remarque est prise en compte.
<b>Observations :</b> Par courrier du 22/04/2015, l'exploitant qu'entre 2009 et 2011, les concentrations mesurées en méthane sont similaires à celles de l'air ambiant. Suite à ces constats les mesures ont été suspendues.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle :** Conditions de surveillance des eaux souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/04/2001, article III.1 et IV
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autosurveillance des eaux souterraines
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Article IV. Condition de surveillance des eaux souterraines  IV.1. Lieux de prélèvement  Deux piézomètres seront mis en place (un en amont et un en aval hydraulique du site) sur proposition d'un hydrogéologue et après avis conforme de l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement sur leur positionnement.</p> <p>L'eau du puits utilisé jusqu'à ce jour sera également analysée.</p> <p>IV.2. Nature des analyses  Les mesures des paramètres prévus à l'article III.1 seront réalisées sur chacun des lieux de prélèvement définis à l'article IV.1.</p> <p>IV.3. Fréquence  Les analyses prévues à l'article IV.2 seront réalisées semestriellement au cours de la première année puis annuellement.</p> <p>IV.4. Durée  Ce suivi sera maintenu pendant une période de trente ans à compter de la notification du présent arrêté.</p>
<p><b>Constats :</b>  Les conditions d'autosurveillance des eaux souterraines sont respectées.</p>
<p><b>Observations :</b>  L'arrêté préfectoral fixait un suivi annuel sur 2 piézomètres.  L'exploitant a mené une expertise de 2010 et 2013 et celle-ci l'a conduit à mettre en place 8 nouveaux piézomètres et à mettre en œuvre un suivi renforcé et réaliser des travaux de gestion de eaux de façon à limiter une pollution des eaux souterraines par l'arsenic.  Par rapport à l'arrêté préfectoral, l'exploitant réalise un suivi renforcé depuis 2013.  Les mesures prises et le suivi mis en œuvre nous permettent de faire le constat aujourd'hui que la pollution n'augmente pas. Elle semble circonscrite et en diminution.  Les indicateurs retenus pour le suivi de la pollution ont été fixés suite à l'expertise de Burgéap, avec  le suivi des paramètres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● DCO,</li> <li>● Arsenic.</li> </ul> <p>A noter les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les résultats d'analyses des piézomètres PZ4 et PZ7 situés en aval immédiat, dans la source de pollution à l'arsenic, semblent stabilisés (PZ4 : 2,5 mg en 2006 et 1 mg en 2020. PZ7 : 1,1 mg en 2010 et 0,1 mg en 2020).</li> <li>- La pollution est en diminution par rapport à 2010.</li> <li>- Les travaux mis en œuvre en 2013 pour limiter les entrées d'eaux pluviales dans le site ont donc eu un effet très positif.</li> <li>- Le piézomètre PZ8 situé en aval proche n'est pas marqué par une contamination notamment en arsenic (0,005 mg de 2011 à 2019 et 0 en 2020).</li> </ul> <p>Les résultats d'analyses du 26/05/2021 des PZ3, PZ4, PZ7 et PZ8 montre que les teneurs en arsenic sont de 814 µg/l pour le PZ4 et 76 µg/l pour le PZ7.  PZ4 : DCO 420 mg/l. Chlorures : 930 mg/l. Somme des métaux notamment Fe;Mn,Ni : 20,8 mg/l.</p> <p>Les résultats d'analyses du 30/11/2021 des PZ4 et PZ7 montre que les teneurs en arsenic sont de 1440 µg/l pour le PZ4 et 306 µg/l pour le PZ7.  PZ4 : DCO 530 mg/l. Chlorures : 940 mg/l. Somme des métaux notamment Fe;Mn,Ni : 31,9 mg/l.</p> <p>Le suivi renforcé mis en œuvre en 2021 par rapport aux prescriptions de l'arrêté préfectoral sera poursuivi en 2022.</p>

Le puits P1, aussi appelé puits Jousselin, a été abandonné après l'étude de 2013 de Burgeap. Il était en effet non représentatif et impacté par l'activité d'élevage de M Jousselin, le voisin du site. L'étude réalisée par BURGEAP a été présentée lors d'une réunion du 06/02/2012 à la DREAL, aux services de la préfecture, à l'ARS et à l'agence de l'eau.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Nom du point de contrôle :** Contrôle de la stabilité du site

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 12/04/2001, article V

**Thème(s) :** Risques accidentels, Relevés topographiques

**Prescription contrôlée :**

Article V. Contrôle de la stabilité du site

Des levées topographiques seront réalisées à raison :

- de 2 par an jusqu'en 2005 inclus
- de 1 par an jusqu'en 2015 inclus
- de 1 tous les deux ans jusqu'en 2030 inclus

**Constats :**

Les conditions de réalisation des relevés topographiques sont respectées.

**Observations :**

Les relevés topographiques depuis mars 2015 ont été réalisés en novembre 2017, en juin 2019 et en décembre 2020. Les prochains relevés seront réalisés en 2022.

- La variation moyenne sur les 50 points de mesure est de 5 cm.
- La plus forte variation est de 12 cm.
- La plus faible variation est également à 0 cm pour 3 points référencés.

Les tassements mesurés sont donc faibles.

**Type de suites proposées :** Sans suite



**Nom du point de contrôle :** Installation de compostage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/04/2001, article VII.1.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Remise en état en fin d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> VII.11. Remise en état en fin d'exploitation VII.11.A. Élimination des déchets En fin d'exploitation, tous les déchets doivent être valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées.  VII.11.B. Traitement des cuves Les cuves ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux doivent être vidées, nettoyées, dégazées et le cas échéant décontaminées. Elles sont si possibles enlevées, sinon et dans le cas spécifique des cuves enterrées, elles doivent être rendues inutilisables par remplissage avec un matériau solide inerte.  VII.11.C. Remise en état des aires revêtues L'ensemble des aires revêtues sera décapé. Des terres végétales seront régaliées en leur lieu et place et ensemencées.
<b>Constats :</b> Les conditions de remise en état en fin d'exploitation sont respectées.
<b>Observations :</b> L'inspection n'a pas constaté la présence de déchets et de cuves lors de la visite du site. La seule aire revêtue encore présente est l'aire d'accès au site. Cette aire revêtue permet un accès plus aisé du site dans le cadre du suivi post exploitation de l'ISDND. L'exploitant a indiqué que l'aire sera décapée à l'issue de la période de post exploitation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite